

Rwanda : le pays toujours plongé dans le chaos

Plus de Français à Kigali

La plupart des Occidentaux, notamment les Français, avaient réussi à fuir le Rwanda. Dans la capitale, Kigali, les combats d'artillerie, les massacres interethniques et les pillages se multiplient.

L'évacuation des Français de Kigali était achevée hier, « à un tout petit nombre près », selon le Quai d'Orsay. Depuis samedi, jour d'arrivée des parachutistes français, 620 Français ont pu fuir le Rwanda, plongé depuis l'assassinat mercredi du général-président Habyarimana dans une sanglante guerre civile. Cinq cents de nos compatriotes ont été évacués par avion, des Transall faisant sans relâche des rotations avec les capitales proches de Bujumbura (Burundi) et Bangui (Centrafrique), tandis que cent-vingt autres se sont enfilés par la route. En outre, a précisé le porte-parole

(environ 10 % de la population, et composée essentiellement du mouvement d'opposition armé, le FPR), est selon de multiples témoignages, directement ou indirectement impliquée dans les massacres. Ainsi, une correspondante de l'AFP a surpris hier un groupe de militaires en train d'achever à la baïonnette deux blessés, des adolescents, à l'intérieur de l'hôpital. Dans la ville, les réglemens de comptes se poursuivent, des civils se battent à coups de machette, les affrontements « ethniques » se mêlent aux agressions crapuleuses. Il paraît plus facile que jamais de se procurer des armes, légères

De fait, ces attaques du FPR accroissent la confusion dans la ville. Un officier français confiait même qu'il « ignorait où se trouve actuellement le front entre les FAR et le FPR », l'écho des collines rendant délicate la détermination de l'origine des tirs d'artillerie. Dimanche soir, en tout cas, un obus est tombé sur l'hôpital privé « Roi Fayçal », faisant 27 tués. Quant aux Français, qui ont soutenu militairement le régime rwandais du début de l'offensive rebelle, en 1990, jusqu'à l'accord de paix d'Arusha (Tanzanie) en août dernier, ils disent et répètent que cette fois l'intervention des parachutistes se bornera strictement à l'assistance humanitaire à nos ressortissants. Le FPR a néanmoins prévenu qu'au bout de l'évacuation, des soldats français éventuellement sur place seront traités comme des « ennemis ». Hier, le porte-parole Richard Duqué a indiqué que « l'achèvement de la mission de nos militaires n'est pas fixée ». Ceux-ci prennent en effet en charge la protection d'autres communautés, à l'exemple des Belges, dont le départ devrait s'échelonner sur au moins une semaine. « Notre mission devrait durer de 15 à 30 jours minimum », précisait un capitaine des paras.

■ H. V.



Après l'opération des parachutistes, il ne restait plus de civils français.

- 500 Français ont été évacués par des Transall.
- Après l'évacuation, les soldats français seront traités comme des ennemis.

role du Quai d'Orsay, Richard Duqué, 130 ressortissants de diverses nationalités, dont plusieurs Rwandais, ont été évacués dans le cadre de l'opération française Amaryllis. Le « très petit nombre » d'étrangers, parmi lesquels donc quelques Français, concernerait essentiellement des religieux, à Kigali ou ailleurs dans le pays. Plus inquiétant, Paris a indiqué hier « craindre le pire » pour trois coopérants militaires français, dont on est sans nouvelles depuis le début des combats jeudi. Après MSF, la plupart des organisations humanitaires, comme l'Action internationale contre la faim (AICF) ont également décidé de rappeler leurs expatriés. Un médecin a témoigné hier de l'impossibilité de travailler dans la capitale rwandaise, où les hôpitaux sont purement et simplement transformés en charniers, et régulièrement investis par la garde présidentielle (GP). Cette dernière, exclusivement composée de Hutus (ethnie majoritaire au Rwanda, au pouvoir depuis l'indépendance en 1962) qui refusent tout partage du pouvoir avec les Tutsis

ou des grenades à Kigali, les jeunes recrues des FAR (Forces armées rwandaises, cette armée passée de 5 000 hommes à 30 000 hommes en quelques semaines il y a trois ans, quand le régime dictatorial d'Habyarimana eut à affronter la rébellion FPR) les trouvant assez facilement contre un carton de bières. Souvent aussi, ce sont les soldats eux-mêmes, émechés ou surexcités par leurs meurtres, qui se livrent au pillage. Les victimes, jusqu'à ces derniers jours, étaient en majorité tutsis, mais pas seulement. Nombre de personnalités hutus, proche de l'opposition démocratique qui était favorable à un partage du pouvoir avec le FPR, ont fait les frais du chaos. Plusieurs ministres, dont le premier d'entre eux, ont ainsi été assassinés. C'est d'ailleurs en tentant de s'interposer que dix Casques bleus belges ont été abattus, jeudi dernier. Le pire est que ces massacres pourraient encore s'intensifier, car la GP, consciente que ses jours sont comptés puisque des bataillons du FPR ont lancé une offensive contre Kigali, risque d'assouvir sa haine le temps qui lui reste.

L'émoi de la presse belge

Bruxelles, lundi

La « crise rwandaise » fait la une de tous les journaux. L'exécution de dix commandos belges, chargés de la protection du Premier ministre rwandais, une femme, a jeté la stupeur dans la population, pourtant habituée aux multiples soubresauts de la vie politique en Afrique centrale depuis la décolonisation au début des années soixante. « L'assassinat de nos dix Casques bleus témoigne-t-il d'un climat général anti-belge au Rwanda ? » La question, reprise hier dans « la Libre Belgique », était sur toutes les lèvres. Le fait que les avions belges n'aient pu, du moins dans les premiers jours, atterrir à Kigali alors que l'aéroport était ouvert aux autres cargos, notamment français, n'a fait qu'attiser un sentiment diffus d'incompréhension à l'égard de ce qui se passe actuellement dans cette ancienne colonie belge. Et de poser, dans la foulée, le rôle joué par la France depuis plusieurs années.

Algérie : le changement de gouvernement

Les islamistes marquent un point

En acceptant la démission du Premier ministre Redha Malek et en le remplaçant par un de ses proches, Mokdad Sifi, le chef de l'Etat, Liamine Zéroual, espère lever le principal obstacle à une ouverture du dialogue avec les islamistes.

Le général Liamine Zéroual s'est donné hier les coudes franches pour poursuivre le dialogue entamé avec les islamistes en vue d'une solution politique à la crise algérienne en acceptant la démission de Redha Malek, remplacé par un technocrate, Mokdad Sifi, à la tête du gouvernement. Le tandem Zéroual-Malek avait affiché ces derniers jours une divergence d'appréciation sur le dialogue avec les dirigeants du Front islamique du Salut (FIS-dissous), engagé par le chef de l'Etat et sur lequel le chef du gouvernement démissionnaire semblait plus réservé. Tout en affirmant sa « convergence d'approche » avec le général Zéroual, Redha Malek avait utilisé des mots très durs au sujet des groupes armés islamistes, qualifiés de « barbares », « traîtres », et « anti-nationaux ».

En acceptant son départ, le général Zéroual, appelé à la présidence le 31 janvier, entendait aussi tourner la page du Haut Comité d'Etat (HCE - présidence collégiale), dont le chef du gouvernement démis-

sionnaire était l'un des cinq membres. Redha Malek avait déjà, à ce titre, marqué ses réticences à l'égard d'une ouverture « politique » en direction du FIS et appelé à une intensification de la répression contre les groupes armés islamistes. Président de l'Etat, ministre de la défense, le général Zéroual sera ainsi le seul amateur politique de l'exécutif, le chef de gouvernement s'occupant plus particulièrement de l'intendance. Le général Zéroual, partisan d'un « traitement politique » de la crise algérienne et d'un « dialogue sans exclusive » avec l'opposition, y compris les islamistes, n'avait pas hésité, fin 1993, à rencontrer les dirigeants du FIS à la prison militaire de Blida. Alors que son prédécesseur, diplomate de carrière ayant représenté son pays dans les plus importantes capitales mondiales (Paris, Washington, Moscou et Londres), était considéré comme un « politique », Mokdad Sifi, 54 ans, est un homme de dossiers connu pour sa capacité de travail et sa discrétion politique. Proche du général

Zéroual et de la hiérarchie militaire, il était ces deux dernières années à la tête du ministère de l'Équipement. Diplômé de physique, il avait auparavant occupé plusieurs postes dans la haute administration. Le retrait de Redha Malek s'est effectué comme prévu après la remise par Alger d'une « lettre d'intention » au Fonds monétaire international (FMI), marquant ses engagements en faveur de profondes réformes libérales de son économie. La « lettre d'intention » est partie dimanche après son approbation en Conseil des ministres, sous la présidence du général Zéroual. Alger l'avait fait précéder par une dévaluation de 40,17 % de sa monnaie et un substantiel accroissement de ses taux d'intérêt. Redha Malek et son ministre de l'Économie, Mourad Benachenhou, avaient été les principaux partisans d'un accord « stand by » d'une année avec le FMI, qui doit être prolongé prochainement par des discussions avec les créanciers de l'Algérie sur le rééchelonnement de sa dette extérieure estimée à 26 milliards de dollars (dont 5 milliards avec la France). Cette décision d'aller vers le rééchelonnement a été immé-

diatement saluée par le FMI, qui a mis un milliard de dollars à la disposition de l'Algérie et dont le directeur général Michel Candesu a appelé les partenaires financiers d'Algérie à lui venir « dès maintenant » en aide. La France se dit prête « à prendre sa part » dans l'aide économique à l'Algérie à la suite de cet accord entre l'Algérie et le FMI. « La France a toujours dit qu'elle était prête à prendre sa part dans l'aide au peuple algérien, et nous continuerons dans ce sens », a affirmé le Quai d'Orsay. Interrogé sur la dévaluation de la monnaie algérienne annoncée samedi, le porte-parole a estimé qu'il s'agissait d'une « décision difficile ». « Il appartient maintenant aux institutions financières internationales de répondre aux suites de cette décision », a-t-il ajouté. Paris conditionne le déblocage de son aide financière à Alger à la formalisation de l'accord avec le FMI et aux rééchelonnements effectifs de la dette extérieure de l'Algérie dans le cadre du Club de Paris où sont regroupés les créanciers publics de ce pays. Une réunion du Club des Paris doit intervenir prochainement à une date qui n'a pas encore été fixée.